



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025, Partie 1

Document d'action « Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB) »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB) Numéro CRIS/Référence opérationnelle OSPYS: 61612 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui TEI 2 – Pacte Vert pour les jeunes
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : les régions Boucle du Mouhoun, Centre Ouest, Hauts-Bassins et Centre du Burkina Faso
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021- 2027 pour le Burkina Faso
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<i>Domaine 2 du PIP Burkina Faso : Développement humain inclusif</i> <i>- Objectif spécifique n°2 : L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est amélioré ;</i> <i>Domaine 3 du PIP Burkina Faso : Économie verte et résiliente :</i> <i>- Objectif Spécifique n°1 du domaine 3 : Conservation, restauration, gestion et exploitation durables des écosystèmes naturels.;</i> <i>- Objectif spécifique n°2 du domaine 3 : Modernisation et diversification de Filières Agroalimentaires résilientes et porteuses;</i>

	- Objectif spécifique n°3 du domaine 3 :Renforcement des capacités de gestion et compétences locales.			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Développement humain inclusif Économie verte et résiliente			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD 1 Pas de pauvreté Autres ODD importants : ODD 2 Faim « zéro » ; ODD 5 Inégalité entre les sexes ; ODD 6 Eau propre et assainissement ; ODD 8 Travail décent et croissance économique ; ODD 10 Inégalités réduites ; ODD 15 Vie terrestre ; ODD 16 Paix et justice			
8 a) Code (s) CAD	Économie verte et résiliente 311 - Agriculture 312 – Forêt 11330 - Formation professionnelle 140 –Eau et assainissement			
8 b) Principal canal de distribution @	20000 Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile 13000 Gouvernement tiers (coopération déléguée)			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l’homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l’environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags :	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2023-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé : EUR 68 000 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE : EUR 68 000 000 Cette action contribue dans son intégralité à l'atteinte des objectifs du « TEI 2 – Pacte Vert pour les jeunes ».			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par : <ul style="list-style-type: none"> - subventions ; - marchés publics. Gestion indirecte avec des entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3			

1.2 Résumé de l'Action

Cette action vise à promouvoir la résilience économique de la population par le développement durable de l'économie verte. La croissance des revenus des ménages et de la disponibilité alimentaire en résultant contribueront à la sécurité alimentaire de la population.

L'intervention est une contribution pragmatique à une approche territoriale intégrée, ciblant en particulier le développement de l'agroécologie rurale et périurbaine et des chaînes de valeur ; la gestion durable des écosystèmes naturels (forêts) et des ressources en eau ; la formation professionnelle et le développement des marchés urbains. Des partenaires ayant la capacité de fournir un appui concret aux populations tout en se coordonnant étroitement avec les autres actions et acteurs extérieurs et en impliquant les autorités et les parties-prenantes locales seront mobilisés pour la mise en œuvre des activités.

Le programme ciblera géographiquement le « triangle » OKDB (Ouagadougou - Koudougou – Dédougou – Bobo Dioulasso) couvrant une partie de trois régions (régions du Centre-Ouest, Boucle de Mouhoun et Hauts-Bassins) à fort potentiel agricole et de ressources naturelles et la région Centre qui représente un marché final significatif. Cet espace central constitue le grenier du pays et par conséquent joue un rôle majeur pour en renforcer la sécurité alimentaire. Les territoires concernés, qui hébergent déjà environ 10 % des PDI du pays et sur lesquels un afflux de plus en plus important de PDI est anticipé, restent encore accessibles pour des activités de développement économique et social. La concentration d'actions multisectorielles sur une zone géographique (approche territoriale) précise et limitée, doit permettre d'obtenir plus d'impact.

Le programme sera mis en œuvre selon une approche intégrée humanitaire-développement-paix (nexus HDP) qui reposera sur une coordination stratégique entre les acteurs HDP. Les activités du programme chercheront à assurer la continuité et la durabilité des actions menées en urgence. Les expériences, leçons apprises et analyses de vulnérabilité de la communauté humanitaire contribueront à cibler les activités de l'action. L'expérience des États membres dans les zones ciblées sera également prise en compte.

L'action sera mise en œuvre principalement par des agences d'exécution des États membres en gestion indirecte, dans une approche Team Europe. Des consortia d'ONGs, en première ligne pour la mise en œuvre des actions sur le terrain, seront également impliqués dans l'exécution de l'intervention.

L'action représente une contribution au paquet d'investissement « Global Gateway » de l'UE en Afrique, en particulier sur le plan de l'accélération de la transition écologique et de l'accélération de la croissance durable et de la création d'emplois décents. L'action s'inscrit pleinement dans l'initiative de la Grande Muraille Verte et contribue notamment aux piliers 1 et 2 concernant l'investissement dans les petites et moyennes exploitations, promotion des approches agroécologiques résilientes au changement climatique ainsi que la restauration des terres et la gestion durable des écosystèmes. Elle contribue aux engagements de l'UE envers les personnes déplacées et leurs communautés hôtes ainsi qu'au Plan d'Action Genre III (GAP III, domaines d'engagement thématique «Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition écologique / changement climatique et environnement »).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Débuté le 18 décembre 2020, le deuxième mandat du Président Rock Marc Christian Kaboré s'est terminé le 24 janvier 2022 par le coup d'État du MPSR (Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration), alors porté par le Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA, et ayant pour principal objectif de restaurer "l'intégrité territoriale" du Burkina Faso. Quelques jours après un nouveau drame sécuritaire survenu à Gaskindé (37 morts dont 27 soldats), le Capitaine Ibrahim Traoré et un groupe de soldats ont entamé un coup de force le 30 septembre 2022, qui a abouti à une démission du Président Damiba le dimanche 2 octobre 2022. Le 14 octobre 2022, à l'issue des assises « des forces vives de la nation », le Capitaine Ibrahim Traoré a été désigné Chef de l'État du Burkina Faso. Ce dernier coup d'État plonge à nouveau le Burkina Faso dans une instabilité politique forte.

La menace djihadiste constitue aujourd'hui le principal risque pour le Burkina Faso. Une grande partie du territoire, estimée à au moins 40 %, se trouve sous le contrôle de groupes djihadistes tandis que leur influence continue de s'étendre vers le sud, affectant la stabilité des pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo). Aujourd'hui, le Burkina Faso enregistre le plus haut niveau de violence armée contre les civils dans le Sahel. La création des « Volontaires de la Patrie », soit un enrôlement de civils comme auxiliaires des forces de sécurité étatiques, a contribué à ce triste record en brouillant la ligne de démarcation entre combattants et non-combattants.

Dans ce contexte de crise sécuritaire, les femmes sont en majorité victimes des déplacements forcés en raison des attaques terroristes au Burkina Faso, et elles sont les premières victimes de la pauvreté. Ceci s'explique par les inégalités qui persistent entre les genres au sein de la société burkinabè. En dépit des dispositions juridiques et des mesures politiques en faveur de l'égalité de droit entre l'homme et la femme, la considération du genre n'a pas encore fondamentalement changé au Burkina Faso. Le Burkina Faso affiche un indice d'inégalité de genre (IIG) qui le place au 147ème rang sur 159 pays en 2019 (inégalité de genre très importante). Les inégalités de genre sont ancrées en profondeur dans la société. Elles sont présentes dans tous les domaines et représentent un défi au respect des droits des filles et des femmes et au développement du pays.

La crise revêt de multiples dimensions, notamment : un sous-investissement chronique de l'État dans tous les secteurs d'intervention, ce qui éloigne les populations des services sociaux de base, de l'accès à l'alimentation pour tous, de l'accès à la justice ou encore de la sécurité ; ou encore l'incapacité de l'État et des collectivités locales à garantir une gestion concertée et pacifique des ressources locales (foncier, eau et pâturages, notamment). Dans un contexte d'accroissement démographique, de changement climatique et de baisse de fertilité des terres, la pression exercée sur les terres agricoles et les forêts est sans cesse

croissante. Cet état de fait contribue à entretenir et cristalliser des conflits entre, d'une part, les autochtones et les allochtones (dans les zones qui accueillent les déplacés) et, d'autre part, entre les éleveurs et les agriculteurs (dans les territoires où ils sont en concurrence pour l'accès aux ressources naturelles).

En parallèle, la crise humanitaire s'est aggravée ces trois dernières années. La lutte anti-terroriste s'est en effet traduite par une intensification des conflits armés et a eu pour conséquence une forte croissance du nombre de victimes civiles et de déplacés internes. Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est estimé à plus d'1,7 millions¹, dont on estime que 30% sont apatrides ; à cela s'ajoutent près de 26 000 réfugiés maliens auquel il faut également ajouter un million de personnes qui vivent dans des territoires enclavés et hors de contrôle des autorités. Selon le dernier plan de réponse humanitaire (août 2022), 4,9 millions de personnes sont en besoin d'aide humanitaire et 3,45 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Si les régions les plus impactées par l'accueil de PDIs sont le Sahel et le Centre-Nord, les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins sont aussi touchées, car on relève de plus en plus de déplacements de personnes impactées par l'insécurité vers l'Ouest du pays.

Le difficile contexte économique amplifie la crise sécuritaire, avec de faibles perspectives de croissance² et une inflation estimée à 14,2 % pour 2022 (IMF, 2022). Le Burkina étant fort dépendant des importations de blé, l'impact sur les prix a été sérieusement aggravé par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine. Cette inflation atteindrait 25.6 % pour les seuls produits alimentaires³ pénalisant fortement la population et en particulier la sécurité alimentaire des populations en situation de pauvreté. Cet impact est d'autant plus délétère que les perspectives d'emplois générateurs de revenus sont limitées.

L'agriculture représente 78 % des emplois et 34 % du PIB du Burkina Faso. Les femmes y jouent un rôle important, même si elles ont un accès limité au foncier, représentant 55 % de la force de travail agricole. Le secteur repose principalement sur des petites exploitations familiales peu performantes et peu intégrées dans les marchés. Ces exploitations familiales sont concentrées dans les campagnes où les terres sont plus fertiles et plus arrosées. Le développement agricole se fait largement aux dépens des forêts naturelles qui voient leur surface en régression continue. Une part importante des revenus et de l'alimentation rurale provient pourtant des produits de la forêt. L'économie du Burkina Faso est en conséquence fortement dépendante des précipitations et fragilisée dans le contexte du changement climatique. Cette situation est amplifiée par la crise sécuritaire, par les fortes variations des prix des matières premières agricoles (coton, maïs, riz, etc.) et celles des intrants (engrais et semences). On note toutefois une tendance positive à la promotion des cultures maraîchères dans les zones périurbaines de Ouagadougou, de Bobo-Dioulasso et autour des villes secondaires.

La **formation professionnelle** demeure généraliste, peu professionnalisant et inadaptée aux besoins du marché de l'emploi, y compris dans le secteur de l'économie verte. De ce point de vue la formation professionnelle ne facilite pas le développement d'une économie verte durable au Burkina Faso. Par ailleurs, les femmes ne représentent qu'un tiers des effectifs des écoles de formation professionnelle publiques sur les cinq dernières années⁴.

A l'instar des autres pays sahéliens, le Burkina Faso subit les effets du changement climatique⁵. Il est confronté à une croissance continue de la demande en eau dans un contexte marqué par une dégradation de la disponibilité de la ressource avec des disparités géographiques (urbain / rural, urbain / péri-urbain, entre régions et à l'intérieur d'une région ou d'une commune) en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Dans une telle situation, assurer un **accès durable à une eau salubre et à l'assainissement**, gérer la ressource en eau de manière durable, constituent des défis majeurs pour le pays. Le pays qui est à cheval sur trois bassins versants internationaux (la Comoé, la Volta et le Niger), a été

¹ CONASUR 30/09/2022. Dont 52 % sont des enfants, 53 % des femmes et 47 % des hommes.

² Le Fond Monétaire International projette une croissance de 3,6 % en 2022, quasiment en baisse de moitié par rapport à 2021 (6,9 %) (Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa, October 2022).

³ Tableau de bord de l'économie, deuxième trimestre 2022, Ministère de l'Economie, des Finances et de la prospective.

⁴ Profil Genre de l'UE (2022)

⁵ Burkina Faso | ND-GAIN Index

subdivisé en cinq bassins versants nationaux (Comoé, Mouhoun, Nakanbé, Liptako et Gourma). D'une superficie de 91.036 km², le Mouhoun est le plus important des cinq bassins versants nationaux. Son réseau hydrographique est estimé à 81.932 km avec des zones humides qui occupent près de 10 % de sa superficie totale. Outre les appuis de l'UE, l'agence de l'eau du Mouhoun bénéficie de l'accompagnement d'autres acteurs dont les principaux sont les coopérations Danoise et Suédoise, les agences de l'eau de certains états membres (France et Pays Bas). Malgré ces appuis, il est à noter que le processus de dynamisation des structures locales chargées de la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) demeure encore faiblement soutenu.

Le Burkina-Faso a ratifié la plupart des instruments internationaux liés aux droits humains et au genre⁶.

2.2 Analyse des problèmes

Ce contexte difficile est en filigrane de l'ensemble des éléments d'analyse des problèmes exposés dans la présente section.

L'**agriculture**, reposant principalement sur de petites exploitations familiales agricoles, est le pilier de l'économie du Burkina Faso et assure la sécurité alimentaire et l'emploi d'une grande majorité de la population. Cependant, elle reste affectée par la conjonction de plusieurs facteurs qui limitent ses performances et sa durabilité : des pratiques agricoles inadaptées et peu résilientes avec de faibles rendements, une faible utilisation d'intrants, la dégradation des sols et des ressources en eau, l'utilisation continue de nouvelles terres au détriment des forêts impliquant une érosion de la biodiversité et la récurrence des sécheresses ainsi que l'impact du changement climatique. À cela s'ajoutent le contexte de l'insécurité civile, le renchérissement du coût des intrants (en particulier les fertilisants) et de l'énergie générés par le contexte mondial, au premier rang desquels la guerre en Ukraine. En outre, le secteur pâtit de l'absence d'une approche politique cohérente, intégrée et holistique nécessaire aussi bien sur le court que le long terme. Cette absence de vision contraint notamment la capacité de développement de l'agroécologie et aussi de l'agriculture péri-urbaine alors, qu'au-delà de la durabilité du secteur, elles permettraient de valoriser l'abondante main d'œuvre et d'intensifier la production par hectare de sorte à assurer aussi bien des revenus supplémentaires qu'un meilleur approvisionnement des villes et la sécurité alimentaire des populations. Dans le contexte actuel, la **sécurité alimentaire** du pays est mise à mal aussi bien du côté de la disponibilité, en raison de la crise sécuritaire et aussi de la sous-performance du secteur agro-alimentaire, que du côté de l'accessibilité en raison de la crise sécuritaire et des contraintes de revenu des ménages exacerbées par l'inflation des prix alimentaires. Différentes actions ont eu lieu dans le secteur agricole ou sont en cours dans la zone ciblée, avec le soutien de l'UE et d'autres partenaires, cependant les besoins restent globalement insatisfaits.

L'offre de l'Éducation et la **Formation Technico Professionnelle** (EFTP) formelle est très faible car le système éducatif national met plutôt l'accent sur l'enseignement général. La qualité de l'EFTP est peu adaptée aux besoins du marché du travail et le secteur privé (entreprises, acteurs des chaînes de valeur) est peu impliqué aussi bien dans la définition des besoins de formation que dans l'offre de stages pratiques. Le secteur reste confronté à de nombreux défis : (i) population fortement analphabète, avec un faible taux de fréquentation scolaire⁷ et un taux de scolarisation en baisse ; (ii) insécurité qui empêche dans certaines zones l'accès à l'éducation / formation formelle; (iii) coût élevé des formations formelles et qui ont une durée très longue ; (iv) faibles taux d'insertion professionnelle des élèves de l'EFTP formelle (de l'ordre de 50 %⁸) ; (v) offres d'emploi majoritairement dans l'informel (98 %) et dans

⁶ Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1999) ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDEF, 1984), la Convention relative aux droits de l'enfant (1990) ; la Résolution 1325 du Conseil de sécurité, entre autres.

⁷ En effet, le Burkina Faso est l'un des pays les moins alphabétisés au monde avec un taux d'alphabétisation des adultes (âgés de 15 ans et plus) de 34,5 % en 2014 avec une fréquentation scolaire de la population de 6 à 23 ans, estimée à 46 % (73 % en milieu urbain contre 38 % pour le milieu rural). L'enseignement primaire accueille trois millions d'élèves pour un total de 15 330 centres.

⁸ Étude sur l'insertion, Observatoire national de l'Emploi et de la formation, ONEF, 2021 & Évaluation du PAPS/EFTP, 2019.

l'environnement familial (71 %) ce qui ne génère ni autonomie réelle ni salaire (seulement un jeune travailleur sur dix est salarié)⁹.

Les **femmes** jouent un rôle important dans l'économie des territoires qui pourrait être augmenté si elles avaient un accès équivalent à l'éducation et aux facteurs de production que les hommes. S'agissant de l'éducation, elles ne comptent que pour un tiers des effectifs des centres d'EFP (données 2016) en raison notamment de la préférence donnée aux garçons par les parents. Elles sont par ailleurs peu présentes dans les filières techniques, dont les métiers sont souvent dits « masculins ». S'agissant des facteurs de production, en particulier en zone rurale, elles pâtissent d'un accès plus limité aussi bien pour les actifs (foncier¹⁰, équipement, etc.) que pour les services agricoles ou financiers. Pour compenser ces contraintes d'accès et assurer la sécurité alimentaire de leurs ménages, les femmes se consacrent particulièrement au modèle émergent d'agriculture urbaine et agro-écologique.

Les **forêts communautaires** subissent la pression de l'extension des surfaces liées à l'agriculture ainsi que l'exploitation non durable de leurs ressources¹¹. Les communautés sont pourtant très dépendantes de ces ressources pour leur alimentation, l'énergie et aussi leur revenu. L'adoption d'approches durables de l'utilisation des ressources naturelles au niveau du paysage est nécessaire pour la réhabilitation et la préservation des écosystèmes et la mise en œuvre d'activités agro-sylvo-pastorales durables contribuant à la sécurité alimentaire et la résilience. L'action proposée est cohérente avec les politiques et stratégies dans le secteur, notamment la Politique d'Appui au Développement du secteur agropastoral (PADSP), la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN), la Stratégie nationale de Développement de l'Agroécologie, la stratégie REDD+ et la Contribution Nationale Déterminée en matière de lutte contre le changement climatique.

En matière **de ressources en eau**, le pays reste marqué par une vulnérabilité aux changements climatiques avec principalement : (i) de faibles modalités/capacités de gestion des ressources en eau. (ii) de faibles potentialités en matière d'eau souterraine mobilisable liées au contexte hydrogéologique défavorable. (iii) des pressions croissantes liées aux mauvaises pratiques humaines favorisant la rareté et la pollution des ressources en eau. Plus spécifiquement, le bassin versant du Mouhoun reste confronté à des défis majeurs liés principalement aux conflits d'usages de l'eau, aux inondations et sécheresses, aux pollutions accidentelles, etc. La mise en œuvre de l'approche GIRE au niveau local favorisera une gestion durable des ressources en eau dans la perspective d'une réponse appropriée à une croissance continue de la demande en eau.

Les **bénéficiaires finaux** seront les titulaires de droits : communautés, les citoyens et les citoyennes burkinabè avec une attention particulière à l'égard des femmes, des jeunes, des personnes déplacées internes, des réfugiés des pays voisins, et de leurs population hôtes, des personnes retournées, des personnes avec un handicap et les ménages et personnes les plus affectées par la crise.

Les **groupes cibles** seront les organisations de la société civile burkinabè (OSC); les mouvements de jeunesse, de femmes et de personnes vulnérables ; les leaders traditionnels et religieux; les organisations professionnelles ; les opérateurs économiques locaux et les acteurs du secteur privé y compris celles représentant les entreprises/coopératives dirigées par des femmes; les responsables des collectivités

⁹ ERI-ESI – Burkina Faso, Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et Secteur Informel – Rapport Final - 2018

¹⁰ Si les femmes représentent 55% de la force de travail agricole, elles n'exploitent que 16 % des terres. Les textes juridiques nationaux et internationaux – ratifiés par le Burkina Faso – consacrent l'accès équitable des femmes burkinabè à la terre, Dans les faits différentes discriminations éloignent les femmes de la ressource foncière qui est un préalable à leur autonomisation et une contrainte au développement socio-économique du pays.

¹¹ D'après le rapport provisoire de la Stratégie REDD+ 2022 du Burkina Faso, les surfaces en forêt diminuent de près de 250 000 ha par an, dont la moitié en raison de la conversion en surfaces agricoles.

territoriales et locales (titulaires des obligations); les Ministères et leurs directions régionales et provinciales (titulaires des obligations)¹².

2.3 Autres domaines d'évaluation

Sans objet.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'**objectif général** (impact) de cette action est de contribuer à renforcer la résilience des populations affectées par la crise sécuritaire du Burkina Faso.

Les **objectifs spécifiques** (OS - résultats) de cette action sont les suivants :

- OS1 Systèmes agro-alimentaires : La performance et la durabilité des systèmes agro-alimentaires sont renforcées (Composante C1).
- OS2 Gestion durable des ressources naturelles : La gestion durable des écosystèmes naturels est améliorée (Composante C2).
- OS3 Employabilité des jeunes et des femmes : L'insertion professionnelle des jeunes et des femmes est renforcée (Composante C3).

Les produits de cette action, contribuant aux objectifs spécifiques (effet) attendus) correspondants sont les suivants:

Composante C1 - OS 1 Systèmes agro-alimentaires - contribuant à l'effet attendu 1 (ou OS1):

P.1.1 Les revenus des petites exploitations agricoles rurales et périurbaines augmentent¹³.

P.1.2 Des techniques agro-écologiques durables sont pratiquées¹⁴.

P.1.3 L'approvisionnement durable des villes en produits alimentaires est renforcé¹⁵.

Composante C2 - OS 2 Gestion durable des ressources naturelles - contribuant à l'effet attendu 2 (ou OS2):

P.2.1 Des forêts communautaires sont préservées et réhabilitées durablement.¹⁶

P.2.2 Des systèmes de gestion et d'exploitation participative et durable des écosystèmes naturels sont mis en place / renforcés.

¹² Le Ministère de la solidarité nationale et de l'action humanitaire (MSNAH) ; le Ministère de l'éducation nationale et de la promotion des langues nationales, le Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale (MFPTPS) ; le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité (MATDS) ; le Ministère du genre et de la famille (MGF) ; le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (MARAH) ; le Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi (MSJE) ; le Ministère du développement industriel, du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises (MDICAPME) ; le Ministère de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement (MEEEA) ; le Ministère de la santé et de l'hygiène publique (MSHP) ; le Ministère de l'urbanisme, des affaires foncières et de l'habitat (MUAFH).

¹³ De façon durable en tenant compte des impacts (présents et futurs) du changement climatique et les risques de désastres naturels. Produit impactant la sécurité alimentaire impliquant des pratiques agroécologiques diversifiées, avec PDI, femmes et jeunes comme indicateurs cible.

¹⁴ Techniques respectueuses de l'Environnement pour éviter que les augmentations de revenus ne fassent au détriment de la fertilité des sols (pratiques actuelles) ou des ressources forestières

¹⁵ Impactant la sécurité alimentaire

¹⁶ Dans le concept de « forêts » il est considéré tout écosystème avec des ressources forestières à multiples usages par les communautés. Dans ce sens par exemple, une savane (arboré, arbustive, boisé, buissonnante, etc.) serait comprise dans le concept de « forêt ».

P2.3 Les capacités des structures de gestion de la GIRE dans le bassin versant du Mouhoun sont améliorées.

Composante C3 - OS 3 Employabilité des jeunes et des femmes - contribuant à l'effet attendu 3 (ou OS3):

P.3.1 Une offre de formation professionnelle de qualité adaptée aux contextes et répondant aux besoins d'une économie verte¹⁷ et sensible au genre est disponible.

P.3.2 Les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle et les services d'accompagnement non financiers / financiers sont mis en place.

3.2 Activités indicatives

Composante C1 - OS 1 Systèmes agro-alimentaires

Activités liées au produit P.1.1 (revenu des petites exploitations agricoles familiales¹⁸) : soutien à l'obtention de matériel et équipements de production et de transformation ; soutien à l'aménagement de bas-fonds ; activités à haute intensité de main d'œuvre – HIMO - (réhabilitation de terres dégradées, etc.) ; diversification des productions ; développement de périmètres maraichers (ruraux et périurbains) ; soutien à la sécurisation foncière ; renforcement des capacités de gestion ; soutien aux marchés et débouchés ; promotion des petits élevages ; soutien à la maîtrise et à l'accès à l'eau ; diffusion de nouvelles variétés/semences.

Activités liées au produit P.1.2 (agroécologie durable) soutien à l'adoption de pratiques agro-écologiques et de gestion durable des sols ; démonstration de l'utilité des pratiques agro-écologiques ; sensibilisation à l'utilisation rationnelle des intrants et produits phytosanitaires ; conseil / vulgarisation agricole ; diffusion de nouvelles variétés / semences.

Activités liées au produit P.1.3 (approvisionnement des villes) : soutien aux filières (de la ferme au marché) et débouchés ; renforcement de structures et organisations de marchés urbains ; renforcement des organisations locales / réseaux locaux et faîtières ; soutien productions agricoles périurbaines ; soutien aux systèmes de suivi des prix des marchés et information des producteurs ; travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Composante C2 - OS 2 Gestion durable des ressources naturelles

Activités liées au produit P.2.1 (forêts communautaires préservées et réhabilitées) : délimitation et cartographie des espaces dédiés aux forêts (>12.000 hectares) ; soutien à des pépinières ; soutien à des plantations et régénérations des forêts.

Activités liées au produit P.2.2 (gestion et exploitation durable des écosystèmes renforcée) : valorisation durable des produits agro-sylvo-pastoraux ; formation et renforcement des comités locaux de gestion (forêts, pâturages) et des mécanismes locaux de surveillance¹⁹ ; soutien à l'élaboration de plans d'exploitation durable et adaptés au changement climatique ; sensibilisation à l'intérêt de la gestion durable ; sensibilisation pour une meilleure représentativité des femmes dans les comités locaux de gestion des ressources naturelles.

Activités liées au produit P.2.3 (Gestion Intégrée des ressources en Eau) : soutien à l'organisation de la gestion concertée des ressources en eau et appui à l'Agence de l'Eau (AE) du Mouhoun pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes pluriannuels ; soutien à l'émergence de structures pour la mise en œuvre d'actions de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) au niveau local et appui aux Comités Locaux

¹⁷ Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.

¹⁸ Y compris les exploitations dirigées par des femmes.

¹⁹ Ces mécanismes de surveillance des écosystèmes/forêts non seulement viseront des actions de braconnage ou d'exploitation illégal des RRNN (charbonniers, tailles des arbres pour pâturages, etc.) mais des actions de surveillance des effets/impacts de changement climatique et leurs potentiels risques : augmentation des feux de brousse, inondations, etc.

de l'Eau (CLE) pour la mise en œuvre de leurs activités (renforcement des capacités, préservation/restauration des ressources en eau, prévention et lutte contre la pollution des eaux, prévention et gestion des conflits, promotion de la cohésion sociale etc.).

Composante C3 - OS 3 Employabilité des jeunes et des femmes

Activités liées au produit P.3.1 (Qualité des formations des jeunes et des femmes) : formations par des dispositifs d'apprentissage dans des métiers ruraux et agrosylvopastoraux offertes pour les filles et les garçons ; formations qualifiantes de courte durée dans des centres de FP publics/privés ; sélection et formation des maîtres d'apprentissage ; élaboration de contrats d'apprentissage ; certifications des jeunes formés ; appui en équipements pour des centres de FP public/privé et pour des ateliers/sites d'apprentissage ; études (potentiels d'emplois verts, sur les métiers/filières, de capitalisation des expériences sur l'apprentissage rénové, etc.) ; formations des formateurs (méthodologies pédagogiques, techniques d'animation et digital, etc.) ; élaboration et/ou actualisation des référentiels de formation sur les métiers porteurs.

Activités liées au produit P.3.2 (Dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle et services d'accompagnement) : mise en place de dispositifs d'orientation et d'appui à l'insertion professionnelle (pépinières d'entreprises, centres de transit, etc.) ; actions d'appui à l'insertion professionnelle d'apprentis dans les métiers verts (kits d'insertion, mise en contact avec des professionnels, appui pour accès au foncier, etc.) ; formation continue pour professionnels insérés ; formations de jeunes en entrepreneuriat, éducation financière, création et gestion d'une entreprise, élaboration d'un business plan, etc. ; actions d'accompagnement pour accès à des fonds de crédits nationaux et autres.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique. L'évaluation préliminaire des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que **catégorie C** (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). L'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques des agences de notation a conclu que cette action était « risque faible » ne nécessitant pas d'évaluation complémentaire. Le pays est très vulnérable aux effets du changement climatique (baisse et mauvaise répartition pluviométrique, sécheresses et inondations) ce qui accentuent la dégradation des terres et des ressources en eau, ainsi que l'érosion et la perte de fertilité des sols. La quantité annuelle de pluies ne devrait pas significativement varier dans les années à venir mais la répartition pourrait être plus aléatoire, pouvant perturber les cycles agricoles. Des objectifs et activités du programme visent à renforcer et mettre à l'échelle les bonnes pratiques permettant des contributions significatives aux trois conventions de Rio visant l'adaptation au changement climatique, la préservation de la biodiversité et la lutte contre la désertification pour lesquelles le Burkina Faso est partie prenante. En gérant et en exploitant plus durablement les ressources naturelles, l'action contribuera également au Pacte Vert européen et à l'initiative Panafricaine de la Grande Muraille Verte (GMV), laquelle a connu un nouvel élan suite au One Planet Summit sur la biodiversité (janvier 2021). L'action est alignée particulièrement avec le Pilier 1 (Investissement dans les petites et moyennes exploitations, promotion des approches agro écologiques résilientes au changement climatique, et renforcement des chaînes de valeur, des marchés locaux, organisation des exportations) et avec le Pilier 2 (Restauration des terres et gestion durable des écosystèmes, afin d'améliorer les moyens de subsistance directement tributaires des ressources naturelles, d'accroître la stabilité et la résilience climatique) de la GMV.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **G1**. Cela implique

l'inclusion d'une perspective de genre dans toutes les activités du programme. Au-delà de l'inclusion des femmes, l'action veillera à analyser dans chaque secteur les dynamiques de genre, les rapports de pouvoir, les conditions d'accès et les besoins différenciés entre les hommes et les femmes, afin de concevoir des activités qui exploitent les opportunités et adressent les blocages. L'action s'aligne sur le nouveau plan d'action genre (GAP III, notamment sa priorité thématique « *Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes* »), et son plan de mise en œuvre Team Europe (CLIP) au Burkina Faso pour la période de 2021-2025 ainsi que la Stratégie Nationale Genre 2020-2024 du gouvernement et la Feuille de route société civile 2021-2024. Cet alignement sera significatif sur les priorités suivantes : l'autonomisation sociale et économique des femmes. Enfin, les systèmes de suivi & évaluation du programme et ceux des partenaires de mise en œuvre seront élaborés de manière à pouvoir faire ressortir les impacts sur les différents groupes cibles (hommes, femmes, jeunes, etc.).

Droits humains. Le respect des droits humains s'avère critique dans un contexte d'insécurité car les vulnérabilités sont exacerbées, notamment pour les Personnes Déplacées Internes (PDI), ce qui les rend plus fragiles aux risques des violences et d'abus. L'action intègre l'approche basée sur les droits humains qui a pour objectif de renforcer les capacités des titulaires d'obligations à assumer leurs responsabilités et encourager les titulaires de droits à les faire respecter. L'action va respecter les cinq principes opérationnels de l'approche basée sur les droits humains : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Invalidité/Handicap. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **D1**. Des activités économiques créatrices d'emploi et de résilience vont cibler les populations les plus vulnérables y compris les personnes en invalidité ou handicapées qui pourront bénéficier d'un appui direct (cible de 5 % des bénéficiaires).

Démocratie. La prise en compte des questions transversales et des considérations relatives à la bonne gouvernance sont assurées par : (i) l'implication systématique des différents acteurs dans des processus transparents de décision, d'examen de la faisabilité et dans la mise en œuvre des actions à tous les niveaux ; (ii) les objectifs de bonne gouvernance de l'UE ; (iii) l'application des principes de genre et d'intégration des jeunes et des personnes vulnérables (y inclus les PDI), et (iv) l'intégration des stratégies/actions dans le cadre global de la bonne gouvernance. L'action développera des mécanismes de médiation en vue de prévenir et régler les conflits locaux (accès à la terre, gestion des ressources naturelles, etc.). Un effort sera fait pour intégrer les femmes et les jeunes dans ces mécanismes communautaires.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience. L'action bénéficiera du dialogue politique qui accompagnera la mise en œuvre des actions et qui permettra de suivre le développement du nexus humanitaire-développement-paix. L'action recherchera des synergies entre les acteurs humanitaires et le développement afin de s'attaquer aux causes profondes de la crise qui menacent la stabilité, la cohésion sociale et le développement inclusif avec une attention particulière à l'approche nexus HDP.

Au-delà des aspects sécuritaires, l'action devrait permettre d'agir rapidement au profit des populations les plus vulnérables souffrant de l'instabilité, en accompagnant le redéploiement de l'État et des services de bases, sur un nombre limité des communes identifiées comme prioritaires. Les déplacés / réfugiés et les populations hôtes vulnérables seront particulièrement visés en termes d'intégration et d'accès aux activités économiques. L'action va également promouvoir le renforcement de la cohésion sociale et contribuer à la réduction des conflits.

Réduction des risques de catastrophes. L'action contribue à la stabilisation des populations vulnérables, déplacées internes et populations hôtes. Elle contribue particulièrement à leur installation sur des espaces viabilisés, hors des bas-fonds, limitant les risques d'inondations durant la saison des pluies.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Elevé/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	La volatilité de l'environnement sécuritaire du pays peut influencer de manière conséquente l'action	Élevé	Élevé	<p>Communication avec toutes les parties sur zone.</p> <p>Suivi constant de la situation sécuritaire sur zone.</p> <p>Adaptation des activités délivrées (Nexus HDP) pour faire face à la menace (par exemple changement de la localisation des activités).</p>
	Instabilité politique	Moyen	Moyen	L'action se concentre sur les populations, avec des opérateurs non étatiques et est moins dépendante de la stabilité politique.
	Insuffisante implication des autorités politiques et administratives locales et de la société civile dans la mise en œuvre du programme	Moyen	Moyen	<p>Dialogue politique et technique continu avec les autorités locales pour maintenir leur engagement et leur implication dans les zones d'intervention.</p> <p>Facilitation de cadre de dialogue et de coordination entre autorités et populations, ainsi que les organisations de la société civile.</p> <p>Dialogue politique soutenu dans le cadre du suivi général de l'aide budgétaire</p>
	Occurrence d'événements extrêmes (sécheresse, zones inaccessibles par inondations, etc.).	Faible	Elevé	Des événement extrêmes peuvent être la cause de crises humanitaires qui affectent l'économie des ménages. Dans un tel cas, le projet se coordonnera intensivement avec le système d'alerte précoce et les acteurs humanitaires présents dans la zone. Pour atténuer ce risque, l'équipe analysera l'impact de l'événement dans la zone de façon continue et elle sensibilisera la population cible sur l'activation et la connaissance des mécanismes

				de résilience / plans de contingence, etc.
Personnes et organisation	Exactions ou abus de pouvoir en matière de respect des droits humains et du droit international humanitaire par les forces de défense et sécurité et groupes d'auto-défense.	Élevé	Élevé	Des modules de sensibilisation / formation à la médiation, au dialogue et au respect des droits humains, DIH, genre et des différences culturelles seront fournis aux troupes déployées. Dialogue politique soutenu avec les autorités nationales sur les questions des droits humains et de lutte contre l'impunité.
	Intimidation / Représailles par les groupes armés terroristes sur les populations locales désireuses de s'engager dans le projet.	Moyen	Moyen	Communication « bas seuil » dans les zones les plus touchées par l'insécurité Engagement des forces de sécurité intérieure dans la protection des populations prises pour cible. Renforcement de la légitimité des autorités locales

Enseignements tirés:

En matière des systèmes agro-alimentaires et de gestion des écosystèmes: de nombreuses interventions ont soutenu des activités en matière de formation professionnelle, agriculture familiale, entrepreneuriat agricole, appui à des filières porteuses et de gestion communautaire et protection des forêts. Ces actions ont renforcé la création d'emplois et un développement économique local dans des régions principalement périphériques (affectées par des crises sécuritaires), ce qui a permis de stabiliser des bénéficiaires finaux, jeunes et femmes. Cela a contribué à renforcer la cohésion sociale et la sécurité alimentaire. Des évaluations finales des différents projets et d'une évaluation ex-post des projets FFU relatifs à l'emploi et la formation professionnelle, à la sécurité alimentaire et la résilience on peut tirer les enseignements et recommandations suivantes : (i) l'implication, la participation et la responsabilisation des acteurs locaux et des opérateurs de mise en œuvre dans une approche promouvant le « faire-faire » a permis de mener les activités directement sur le terrain malgré la crise sécuritaire ; (ii) le développement des approches territoriales intégrées pilotées par les autorités locales, incluant l'ensemble des acteurs et avec un souci d'harmonisation et de complémentarité avec d'autres projets / programmes, renforce l'efficacité et durabilité des interventions ; (iii) la création des opportunités de formation professionnelle et d'emploi dans leur milieu de vie peut redonner de l'espoir aux jeunes et éviter les tentations de migration et de radicalisation ; (iv) l'appui à l'agriculture familiale et aux filières agro-sylvo-pastorales en milieu rural ont permis de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables²⁰ ; (v) Un soutien au renforcement de la gestion communautaire des

²⁰ On note en particulier des résultats très positifs et le développement de bonnes pratiques avec :

(i) les techniques d'aménagement de bas-fonds, de périmètres maraîchers, d'utilisation des intrants / fumure / semences certifiées / améliorées, de défense et restauration des sols, de petites irrigations, de cultures de contresaison visant l'augmentation de la productivité agricole et des disponibilités alimentaires, la génération de revenus et la reconstitution des moyens d'existence durables ;

forêts en lien avec des soutiens aux AGR et aides sociales (approche multisectorielle HIMO, horticulture, PFNL) ont facilité une meilleure appropriation par les populations et une plus durable et efficace action de protection des écosystèmes.; (vi) sur le plan opérationnel, la nécessité d'agir avec acteurs locaux qui, dans le contexte complexe du pays, sont capables de s'adapter et de produire des résultats.

En matière de gestion des ressources en eau, d'eau potable et assainissement: les appuis de l'UE ont permis des avancées significatives au niveau des sous-secteurs « *assainissement* » et « *Gestion Intégrée des ressources en Eau (GIRE)* ». À ce sujet, les principaux acquis enregistrés sont : une meilleure cohérence entre les sous-secteurs eau potable-assainissement-GIRE ; une amélioration régulière de l'accès des populations à l'assainissement et à l'eau potable ; la création d'espaces de gestion de bassin avec l'opérationnalisation des agences de l'eau correspondantes. L'action envisagée au titre du présent appui permettra de consolider les acquis et d'accompagner la dynamique GIRE en cours. Elle couvrira un des plus grands bassins versant du pays à travers des actions en matière de : gestion concertée des ressources en eau, préservation/restauration des ressources en eau, prévention et lutte contre la pollution des eaux, prévention et gestion des conflits etc. La GIRE constituera un vecteur pour promouvoir la cohésion sociale dans l'espace du bassin versant.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est la suivante. Sur le plan géographique, le programme ciblera le « triangle » Ouagadougou - Koudougou – Dédougou – Bobo Dioulasso (triangle OKDB) couvrant une partie des régions suivantes : Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun et Hauts-Bassins (accessibles pour des activités de développement économique); Ouagadougou et la région Centre étant un débouché principal des filières agricoles, sera également ciblée. Cet espace central constitue le grenier du pays sur le plan agro-alimentaire et en conséquence joue un rôle clé dans sa sécurité alimentaire. Les territoires concernés, qui hébergent déjà environ 10 % des PDIs du pays et sur lesquels un afflux de plus en plus important de PDIs est anticipé, restent encore accessibles pour des activités de développement économique et social.

L'intervention est une contribution à une approche territoriale intégrée et multisectorielle. L'objectif de cette concentration territoriale dans le triangle OKDB est d'obtenir plus d'impact sur les conditions de vie de la population. La zone cible pourra être divisées en plusieurs territoires faisant chacun l'objet d'un ou plusieurs engagements visant à couvrir l'ensemble des secteurs pressentis.

La logique d'intervention aspire à mobiliser des agences des États membres en gestion indirecte, dans une approche Team Europe, et des consortia d'ONGs. Les critères déterminants pour le choix des partenaires de mise en œuvre seront la capacité opérationnelle dans la zone d'intervention, une expérience significative dans les thématiques concernées et leur capacité de fournir un appui concret aux populations tout en se coordonnant étroitement et en impliquant les autorités et parties prenantes locales dans la mise en œuvre des activités. L'action visera ainsi à contribuer au sursaut civil nécessaire pour s'attaquer aux causes profondes de la crise au Burkina Faso et ainsi mieux protéger les populations civiles, avec une attention spéciale aux femmes et aux jeunes (y compris en situation de handicap).

Le programme sera mis en œuvre selon une approche intégrée humanitaire-développement-paix (nexus HDP) qui reposera sur une coordination stratégique entre les acteurs HDP. Plus concrètement, dans les zones d'intervention où sont déjà présents les acteurs humanitaires, les activités du programme chercheront à assurer la contiguïté avec les actions menées en urgence et la recherche de solutions pérennes pour les institutions et des solutions durables pour les populations affectées. Les expériences, leçons apprises et analyses de vulnérabilité de la communauté humanitaire contribueront à cibler les activités de l'action. La production des résultats attendus sera conditionnée à la situation sécuritaire dans la zone ciblée. Le cas

-
- (ii) des techniques (la culture de contresaison, le petit élevage, le maraîchage, les transferts sociaux ciblés (approche participative HIMO, cash for work) ; la transformation de produits forestiers non ligneux (PFNL) visant la facilitation de l'accès aux revenus et aux produits alimentaires par la diversification des activités en milieu rural ;
 - (iii) de bonnes pratiques locales d'agroécologie et de gestion durable des terres, de facilitation de l'accès à la terre.

échéant si elle se dégrade, la mise en œuvre de l'action devra se montrer flexible dans le cadre du nexus HDP (notamment par le changement de la localisation des activités).

Les interventions dans le domaine du développement économique inclusif contribueront à promouvoir la paix et apporter des solutions aux conflits liés à l'exploitation anarchique des ressources naturelles. Des synergies et complémentarités seront établies avec les différents projets bilatéraux, en particulier ceux des États membres, régionaux et ceux financés par l'enveloppe non-programmable du NDICI qui interviennent dans les mêmes zones géographiques y compris les programmes dans le domaine de la sécurité.

Des synergies et complémentarités seront établies avec les différents projets bilatéraux, régionaux et l'enveloppe non-programmable du NDICI qui interviennent dans les mêmes zones géographiques dans la logique de l'approche territoriale y compris dans le domaine de la sécurité. En particulier i) avec l'action « Appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le 'triangle' OKDB » à financer sur la même décision couvrant cette action ; ii) la première action de l'AAP 2021 se focalisant sur l'Axe OKD (Ouaga-Kaya-Dori-Djibo) avec une logique d'action d'urgence en zone « rouge » de conflit et iii) le programme transfrontalier (MIP Régional) SKBoWA, couvrant le Sud Mali, Sud-ouest Burkina Faso, Nord Côte d'Ivoire et Nord Ghana.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention. Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à renforcer la résilience des populations affectées par la crise sécuritaire du Burkina Faso	IOG1. GEF 2.31 (SDG 1.1.1) proportion de la population en dessous de la ligne de pauvreté par sexe, âge, statut d'emploi et localisation géographique dans les territoires d'intervention (pourcent)	41,2 % (2020)	En baisse	Rapports de suivi des Politiques nationales (PNDS, PAT, etc.)	Non applicable
		IOG2. GEF 2.20 Nombre de migrants, réfugiés et personnes déplacées internes ou individus des communautés hôtes protégées ou assistées par l'UE (ventilé par sexe, handicap, âge).	A définir	A définir	Enquête par évaluation externe à mi-parcours / rapports d'activité	
		IOG3. GEF 1.1/ SDG 2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, par sexe et statut autochtone.	A définir (2022)	Augmentation du revenu des ménages agricoles des communes cibles de 50 %		
		IOG4. GEF 1.12 (ODD 8.6.1) Proportion de jeunes hommes et femmes (15-24 ans) qui ne sont pas dans l'enseignement, l'emploi ou la formation, ventilée par sexe, lieu	A définir (2022)	En baisse (2026)	Rapport opérateur exécution + évaluation externe	

		(urbain/rural), groupe d'âge et appartenance ethnique (Pourcentage (%))				
		IOG5. Coping Strategy Index	A définir (2022)	A définir	Rapport opérateur exécution + évaluation externe	
		IOG6. GAP III Nombre de femmes bénéficiant de mesures utilisées pour encourager l'entrée des femmes dans l'économie verte et l'économie circulaire	0 (2022)	A définir	Rapport opérateur exécution + évaluation externe	
		IOG7. Proportion de personnes en insécurité alimentaire modérée et sévère (CH) par sexe, tranche d'âge (au niveau provincial) et handicap (GAP III objectif thématique spécifique 10. GERF 1.24 ODD 2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation	18 % (2021) 2,043 million (2022)	En baisse En baisse	Cadre harmonisé WHO report	
Effet direct 1	La performance et la durabilité des systèmes agro-alimentaires sont renforcées	IOS1.1. GERF 2.1 Nombre de petits exploitants touchés par les interventions soutenues par l'UE visant à accroître leur production durable, leur accès aux marchés et/ou la sécurité de leurs terres, par sexe, âge, handicap.	0	Au moins 20 000 exploitants agricoles des communes cibles des ménages directement bénéficiaires des soutiens UE (2026)	Étude de Ligne de Base Rapport opérateur exécution + évaluation externe. ECHO	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique, économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions du projet.
		IOS1.2. Nombre de producteurs périurbains soutenus par l'UE (ventilé par sexe, âge et handicap)	0 (2022)	A définir		
		IOS1.3. GERF 2.13a Nombre (a) d'emplois (b) d'emplois verts soutenus par l'UE	0 (2022)	A définir		
		IOS1.4. GERF 2.32 / Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire recevant une aide de l'UE (ventilé par sexe, âge, PDI ou non et handicap)	0 (2022)	A définir		
		IOS1.5. Score de diversité alimentaire (SDA) et score de consommation alimentaire (SCA) des ménages soutenus par l'UE	A définir	A définir		

Effet direct 2	La gestion durable des écosystèmes naturels est améliorée	IOS2.1. Surface de forêts communautaires en exploitation ou réhabilitation durables.	A définir (2022)	Augmentation de 12.000 ha (2026)	Étude de Ligne de Base Rapport opérateur exécution + évaluation externe	
		GERF 2.9 Zones d'écosystèmes terrestres et d'eau douce sous (b) gestion durable avec le soutien de l'UE (km2)	0 (2022)	500 km²		
		IOS2.2. Nombre de comités locaux opérationnels de gestion des ressources naturelles	A définir (2022)	Augmentation du nombre de comités (à définir) (2026)		
		IOS2.3. Pourcentage d'exécution du programme pluriannuel de l'Agence de l'Eau du Mouhoun	A définir (2022)	A définir (2026)		
Effet direct 3	L'insertion professionnelle des jeunes et des femmes est renforcée	IOS3.1. GERF 2.14 Nombre de personnes (ventilé par sexe, handicap, âge, PDI ou non) ayant bénéficié d'interventions d'EFP / développement des compétences en institution ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE: (a) tous les FEP/développement des compétences (GAP III)	0% (2022)	Au moins 110 000 (2026) (50% de femmes ; 80% de jeunes ; 5% de handicapés)	Rapport opérateur exécution + Evaluation externe	
		IOS3.2. GERF 2.17 Nombre de bénéficiaires titulaires de droits (ventilé par sexe, âge, handicap, PDI ou non) ayant accès à des services financiers (a) entreprises, par sexe du propriétaire (GAP III)	0% (2022)	A définir (2026)		
		IOS3.3 GERF 2.13a Nombre (a) d'emplois (b) d'emplois verts soutenus par l'UE	0% (2022)	A définir (2026)		
Produit 1.1 lié à l'effet direct 1	Les revenus des petites exploitations agricoles rurales et périurbaines augmentent	IOP1.1.1 Pourcentage d'exploitations agricoles (rurales et périurbaines) qui ont amélioré leur productivité agro-pastorale	0 (2022)	A définir (2026)	Rapport opérateur exécution + évaluation externe	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique, économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions du projet.
		IOP1.1.2 Augmentation des revenus des ménages agricoles périurbains et ruraux	0 % (2022)	50 % (2026)		
Produit 1.2 Lié à l'effet direct 1	Des techniques agro-écologiques durables sont pratiquées	IOP1.2.1 Nombre d'hectares de terres avec des systèmes agroforestiers	0 (2022)	A définir (2026)		
		IOP1.2.2 Nombre de techniques agro-écologiques pratiquées	A définir (2022)	A définir (2026)		

Produit 1.3 lié à l'effet direct 1	L'approvisionnement durable des villes en produits alimentaires est renforcé	IOP1.3.1 Nombre d'infrastructures et d'unités de commercialisation, transformation et stockage construites et/ou réhabilitées facilitant l'approvisionnement des villes	0 (2022)	>200 (2006)		
		Quantité (en tonnes) d'aliments stockés / transportés pour l'approvisionnement des villes grâce à l'appui de l'UE	0 (2022)	A définir (2026)		
Produit 2.1 lié à l'effet direct 2	Des forêts communautaires sont préservées et réhabilitées durablement	IOP2.1.1 Surface de forêts communautaires sous gestion durable avec le soutien de l'UE Nombre d'hectares de boisement / reboisement avec le soutien de l'UE	0 (2022) A définir (2022)	> 12 000 ha (2026) A définir (2026)	Etude de Ligne de Base Rapport opérateur exécution + évaluation externe	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique, économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions du projet.
Produit 2.2 lié à l'effet direct 2	Des systèmes de gestion et d'exploitation participative et durable des écosystèmes naturels sont mis en place / renforcés	IOP2.2.1 Nombre de comités locaux fonctionnels en matière de gestion des forêts communautaire IOP2.2.2 Nombre de femmes (ventilé par âge) dans les comités locaux de gestion des ressources naturelles	A définir (2022) A définir (2022)	80 % des villages ciblés par le programme dispose d'un comité « forêts » fonctionnel > 25% des membres des comités locaux de gestion des RN sont des femmes		
Produit 2.3 lié à l'effet direct 2	Les capacités des structures de gestion de la GIRE dans le bassin versant du Mouhoun sont améliorées	IOP2.3.1 Nombre de Comités Locaux de l'Eau (CLE) fonctionnels avec l'appui de l'UE	A définir (2022)	A définir (2026)	- Rapport opérateur exécution - Rapport d'évaluations externes - Rapport PN-GIRE	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique, économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions du projet.
		IOP.2.3.2 Nombre de plans d'action de Comités Locaux de l'Eau (CLE) mis en œuvre avec l'appui de l'UE	A définir (2022)	A définir (2026)		
		IOP.2.3.3 Nombre de personnes formées (H/F) avec l'appui de l'UE	A définir (2022)	A définir (2026)		
Produit 3.1 lié à l'effet direct 3	Une offre de formation professionnelle de qualité adaptée aux contextes et répondant aux besoins d'une économie verte ²¹ et sensible au genre est disponible	IOP3.1.1 - Nombre des centres de FP, des ateliers ou des sites d'apprentissage appuyés avec des équipements et des kits d'insertion.	0 (2022)	Au moins 1 000 (2026)	Rapports narratifs Rapports d'évaluation	Le pays ne connaît pas de troubles majeurs sur les plans politique,

Produit 3.2 lié à l'effet direct 3	Les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle et les services d'accompagnement non financiers / financiers sont mise en place	IOP3.2.1 - Nombre de dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle créés et fonctionnels soutenus par l'UE.	0 (2022)	Au moins 50 (2026)		économique et sécuritaire qui empêchent le développement des actions du projet.
---	---	---	----------	--------------------	--	---

²¹ Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Burkina Faso.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans Objet.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE²².

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

Une partie de cette action sera mise en œuvre au travers de contrats de subvention en gestion directe avec des organisations non gouvernementales, en consortium ou non, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

Cela concerne notamment une partie des activités liées aux produits P.1.1 - revenus des exploitations agricoles familiales, P.1.2 - agroécologie P.1.3 - approvisionnement alimentaire des villes, P.2.1 - forêts communautaires préservées, P.2.2 - gestion et exploitation durable des écosystèmes, et P.2.3 - gestion intégrée des ressources en eau.

b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales disposant de références et d'expérience dans les thématiques des différents produits, en particulier dans les zones d'intervention.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays, notamment dans les zones d'intervention (Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Boucle du Mouhoun) ;
- Expérience préalable avec les acteurs locaux : ONGs locales, OSC, services techniques déconcentrés, communes, etc. ;

²² www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

- Expérience fructueuse dans la mise en œuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ;
- Expérience avérée dans les domaines concernés.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195a du Règlement financier). Le recours à cette procédure est dû à l'impact que la situation sécuritaire et humanitaire du pays ont sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement des partenaires de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour une subvention en gestion directe, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.4.

4.4.2 *Gestion directe (passation de marchés)*

Un marché de services sera lancé pour une assistance technique qui fournira des activités d'appui conseil et de suivi du projet. Le contrat couvrira :

- (i) des appuis conseils à des collectivités locales pour la mise en œuvre du projet avec les divers opérateurs de mise en œuvre ;
- (ii) des appuis conseils à l'exercice des missions des représentants des ministères techniques concernés ;
- (iii) des études d'analyse de suivi-évaluation et d'enquêtes de performance de la mise en œuvre ;
- (v) un appui spécifique à la coordination et au monitoring des actions sur les zones d'intervention.

Le consultant assurera également le secrétariat du dispositif de pilotage, d'orientation et de suivi territorial de la présente action au niveau national et dans les régions d'intervention.

4.4.3 *Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre ou une organisation internationale*

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : capacité opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention, expérience fructueuse dans les domaines concernés, expérience significative dans les produits attendus et la capacité à coordonner et suivre les partenaires de l'action.

Ces entités ont été soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement.

Cela concerne la mise en œuvre d'une partie des activités prévues pour atteindre les produits P.1.1 - revenus des exploitations agricoles familiales, P.1.2 - agroécologie P.1.3 - approvisionnement alimentaire des villes, P.2.1 - forêts communautaires préservées, P.2.2 - gestion et exploitation durable des écosystèmes, et P.2.3 - gestion intégrée des ressources en eau, ainsi que les activités prévues pour atteindre les produits P.3.1 - qualité des formations) et P.3.2. - appui à l'orientation et l'insertion professionnelle.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.4.

4.4.4 *Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles*

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation :

1) *Passage d'un mode de gestion directe à une gestion indirecte :*

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour une subvention en gestion directe, pour des activités des produits P.1.1, P.1.2, P.1.3, P.2.1, P.2.2, P.2.3 une négociation pourrait être initiée pour une mise en œuvre en une gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : capacité opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention, expérience fructueuse dans les domaines concernés.

Ces entités ont été soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement.

2) *Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe :*

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour la partie de la mise en œuvre de l'action en gestion indirecte, les produits P.1.1, P.1.2, P.1.3, P.2.1, P.2.2, P.2.3 P.3.1, P.3.2 pourront être mis en œuvre en gestion directe selon les modalités les modalités suivantes.

« (a) *Objet des subventions*

Pour les activités des produits P.1.1, P.1.2, P.1.3, P.2.1, P.2.2, P.2.3 P.3.1, P.3.2, une subvention sera attribuée en gestion directe à des organisations non gouvernementales, en consortium ou non, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

(b) *Type de demandeurs visés*

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales disposant de références et d'expérience dans les thématiques des différents produits, en particulier dans les zones d'intervention.

c) *Justification d'une subvention directe*

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays, notamment dans les zones d'intervention (Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Boucle du Mouhoun) ;
- Expérience préalable avec les acteurs locaux : ONGs locales, OSC, services techniques déconcentrés, communes, etc. ;
- Expérience fructueuse dans la mise en œuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ;
- Expérience avérée dans les domaines concernés.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195a du Règlement financier). Le recours à cette procédure est dû à l'impact que la situation sécuritaire et humanitaire du pays ont sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Il est

nécessaire de pouvoir sélectionner directement des partenaires de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire. »

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Composante C1 - OS1 Systèmes agro-alimentaires (montants indicatifs)	26 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	11 000 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre – cf. section 4.4.3	15 000 000
Composante C2 - OS2 Gestion durable des ressources naturelles (montants indicatifs)	20 500 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	12 500 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre ou une organisation internationale – cf. section 4.4.3	8 000 000
Composante C3 - OS3 Employabilité des jeunes (montants indicatifs)	19 900 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre ou d'une organisation internationale – cf. section 4.4.3	19 900 000
Assistance technique – Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	1 500 000
<i>Subventions - enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>23 500 000</i>
<i>Passation de marchés (gestion directe) – enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>1 500 000</i>
Évaluation – cf. section 5.2 ; Audit – cf. section 5.3	100 000
Totaux	68 000 000

N.B. : Dans le cadre du financement des activités pour la mise en œuvre de l'OS2 sur la gestion des ressources naturelles, un montant indicatif de EUR 16 million est destiné à la *préservation et réhabilitation durable des forêts communautaires* tandis qu'un montant indicatif de EUR 4,5 million est destiné à la *Gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE)*.

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

Un comité de pilotage, d'orientation et de suivi sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action ainsi que celles prévues pour l'action « *Programme d'appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB)* » à financer sur la même décision couvrant la présente action. Ce comité assurera le suivi global de l'intervention et proposera les orientations d'ordre stratégique du programme pour les diverses composantes. Il sera présidé par le Ministère en charge de l'Économie et des Finances et y participeront des représentants des différents ministères techniques concernés par les interventions (santé, éducation, eau & assainissement, agriculture, environnement, formation professionnelle, action humanitaire, administration territoriale) ainsi que des représentants des opérateurs de mise en œuvre.

En outre trois *comités d'orientation et de suivi territorial* seront organisés de façon semestrielle (pour l'ensemble des activités de cette action ainsi que celles prévues pour l'action « *Programme d'appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB)* » à financer sur la même décision couvrant la présente action) dans les régions du Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins pour assurer le suivi des activités dans lesdites régions. Ces comités seront présidés par les représentants de l'administration territoriale pour les zones concernées (les gouvernorats). Y participeront des représentants des autorités locales des régions et des communes concernées, des représentants des services techniques déconcentrés des ministères techniques concernés (santé, éducation, eau & assainissement, agriculture, environnement, formation professionnelle, action humanitaire, administration territoriale) avec des représentants des opérateurs de mise en œuvre.

La DUE participera aux Comités de pilotage et d'orientation et de suivi territorial en tant qu'observateur.

Des activités d'appui-conseil et suivi-évaluation auprès des collectivités locales, des opérateurs de mise en œuvre, des services administratifs et techniques des Ministères concernés, des études techniques et d'enquêtes de suivi-évaluation seront couvertes via une deuxième assistance technique à recruter sur la facilité de coopération technique à financer sur la même décision couvrant la présente action. Ce contrat d'assistance technique comprendra un volet relatif au monitoring des actions de développement de mise en œuvre de ce programme ainsi que de l'appui technique à la coordination des actions de l'UE et ses États Membres présents dans le pays dans une approche Team Europe sur les territoires concernés. Il assurera la consolidation du rapport de synthèse de l'avancement du programme à partir des différents rapports de mise en œuvre.

4.8 Conditions préalables

Sans objet.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux.

Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Les rapports devront expliciter la participation des femmes aux différentes activités et toutes les données seront désagrégées par sexe, âge et handicap. Les rapports seront présentés de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Les rapports finaux, narratifs et financiers, couvriront toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'efficacité et l'efficacités des dispositions mises en place afin d'en tirer des leçons apprises aux financements ultérieurs.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. La communication globale sera essentiellement couverte par un contrat spécifique prévu dans le DA TCF. Chaque engagement secondaire du présent DA disposera toutefois d'un budget visibilité/communication.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 - RAPPORT DANS OPSYS - Plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso 2023-2025

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme :

Niveau Action		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe d'Actions (AAP2023 BF)	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#): 61612 Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (<i>triangle OKDB</i>) - Numéro CRIS/Référence opérationnelle OPSYS: 61612 – EUR 68 millions
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1 (pour cette action)	<u>Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (<i>triangle OKDB</i>)</u> Tous les contrats de mise en œuvre des composantes C1, C2 et C3 feront l'objet d'un reporting agrégé à travers le contrat d'Assistance technique (et tous les contrats doivent rapporter périodiquement à l'AT). Composante C1 - OS1 Systèmes agro-alimentaires (montants indicatifs : 26 000 000 EUR)

	<p>Groupe 1.1 : Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1 : 11 000 000 EUR</p> <p>Groupe 1.2 : Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre – cf. section 4.4.3 : 15 000 000 EUR</p> <p>Composante C2 - OS2 Gestion durable des ressources naturelles (montants indicatifs 20 500 000 EUR)</p> <p>Groupe 2.1 : Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1 : 12 500 000 EUR</p> <p>Groupe 2.2 : Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre ou une organisation internationale – cf. section 4.4.3 : 8 000 000 EUR</p> <p>Composante C3 - OS3 Employabilité des jeunes (montants indicatifs 20 000 000 EUR)</p> <p>Groupe 3 : Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre ou d'une organisation internationale – cf. section 4.4.3 : 20 000 000 EUR</p> <p>Assistance technique – Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2 : 1 500 000 EUR</p>
--	---